

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR)
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:
Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-sous-Saint-Yon 91790
tel.: 64.91.32.75

N° 59 juin 1995
3è année de parution

MUNICIPALES : des méthodes d'un autre âge

par Jacques Adrien, directeur de publication

CROSNES : Le député Maire PS s'oppose à la présence de Robert DUGUET sur la liste. Robert est pourtant le représentant local et national du Mouvement des Citoyens et est très actif dans la vie locale; il refuse également de prendre en compte notre camarade Aoustet responsable local de Radical.

SAVIGNY-SUR-ORGE: Les responsables locaux du PS censurent un témoignage de soutien de Michel GALIN, il n'avait ni le droit de dénoncer le soutien du maire RPR à l'enseignement privé, ni d'évoquer de façon critique les 14 dernières années.

VIRY-CHATILLON: Les dirigeants du

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

PS refusent la présence de Jean-Pierre CULADIOT conseiller municipal sortant, à une position éligible sur la liste. A quelqu'un ayant soutenu Dominique VOYNET, ils préférèrent inventer un écologiste.

BOISSY-SOUS-ST-YON: A l'occasion d'une rencontre PC/PS en vue de la constitution de la liste, le Maire sortant PS refuse (et le confirme par écrit dans un compte-rendu officiel) sans aucune argumentation politique la présence d'Amaury COUDERC sur la liste (il est intéressant de noter que ce dernier n'était même pas candidat !!!). Amaury a pourtant été Maire à la tête d'une liste "d'Union de la Gauche" de 1977 à 1989 et est l'un des artisans de l'ancrage à Gauche de Boissy durant toute cette période. De même qu'à Crosne, aujourd'hui la liste proposée aux habitants de Boissy ne tient aucun compte de la diversité politique qui s'est exprimé au cours de ce dernier mandat, les "Verts" sont éliminés, le Mouvement des Citoyens (qui a pourtant fait à Boissy un score égal à celui du PS) ainsi que les radicaux de gauche également...

Depuis 1989, au fil des différentes élections, la droite a régulièrement progressé pour devenir aujourd'hui majoritaire dans toutes les élections politiques... gageons et espérons qu'elle ne le sera pas aux élections municipales...

COURCOURONNES : Le maire PS ((réintégré au PS le 19 mai 95 !...)) a établi sa liste seul et en contradiction avec ce qu'avait négocié la section PS avec ses partenaires, de ce fait notre camarade Pierre DEJEAN ainsi que plusieurs autres camarades se trouvent exclus de la liste.

PARIS XIX : Roger MADEC (tête de liste socialiste) malgré l'accord national refuse la présence de Gilles CASANOVA (MDC)

et Sultana Cheurfa (MDC) sur la liste d'Union.

Quel est le lien entre ces situations? A chaque fois, il s'agit pour le PS d'écarter un responsable ou un ami de "Rassembler à Gauche" car chacun d'eux a quitté le PS en désaccord avec les dérives droitières. **Le P.C.F. lui-même sait maintenant composer avec ses "dissidents" et a dans plusieurs cas de figure tenté de préserver le pluralisme à gauche, en allant jusqu'à proposer d'intégrer nos amis sur leur quota...**

Il est bien évident que cette attitude sectaire de certains Maires ou "têtes de liste" socialistes, attitude souvent dissimulée derrière un apolitisme de façade, ROSE DES ORDONS à Savigny, MEYSSONNIER à Boissy, BERSON à Crosne, Gabriel AMAR à Viry-Chatillon, BRIENTAIS à Courcouronnes, ne créent pas les conditions du rassemblement. Ce sectarisme en effet dissimule mal la défense d'intérêts de "boutique" et une conception étriquée de l'Union, mais aussi sans doute une volonté d'ouverture vers le centre au détriment du rassemblement à gauche. Cette politique politicienne pose par contre, pour les mois et les années à venir, le problème de la création d'un véritable rapport de force politique sur le terrain face au sectarisme de ces maires. Partout où le dialogue n'est pas possible, il est bien évident que ce sera la seule alternative possible...

Si l'on ajoute à cela la volonté de faire des primaires dans des villes à direction communiste avec le risque de faire le jeu de la droite et souvent de l'extrême droite, comme à Ris-Orangis, Corbeil ou St-Germain-les-Arpajon, on a la mesure du sectarisme de certains apprentis sorciers au seul bénéfice de la droite.

Bien sûr, pour nous, il est hors de question de faire l'amalgame avec l'ensemble des militants et responsables socialistes. □

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

UNE ATTITUDE LOURDE DE MENACE...

par Sylvie MAYER

La défaite de Lionel Jospin est malheureusement sans surprise. La persistance de ses orientations social-démocrates, favorables à Maastricht, ne pouvait entraîner la dynamique susceptible de donner la victoire à la gauche. Est-ce à dire que la France est à droite ? Je ne le pense pas. Mais, année après année, décision antisociale après décision antisociale, la politique de droite menée par François Mitterrand et ses gouvernements successifs ont fait perdre confiance à l'électorat de gauche.

Remarquons à ce propos que cet électorat, tout particulièrement celui qui a fait confiance à Robert Hue au premier tour, a exprimé sa volonté de rassemblement. Dans l'Essonne, par exemple, les meilleurs reports de voix ont eu lieu dans les villes à direction communiste.

On aurait pu attendre de ce résultat que les socialistes en tirent des enseignements pour les élections municipales, notamment dans la composition de listes d'union englobant toutes les composantes de la gauche : communistes, socialistes, mais aussi tous ceux qui ont refusé l'ambiguïté des orientations socialistes et ont quitté le PS, rejoignant parfois le Mouvement des Citoyens ou trouvant dans "Rassembler à gauche" un lieu de dialogue. Ce n'est malheureusement pas le cas. Il existe trop de municipalités dans le département où les socialistes ont créé les conditions de primaires.

Cette attitude est lourde de menaces pour la population. Le pays a besoin de mesures radicalement nouvelles en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat. Si le gouvernement annonce des intentions à ce sujet, ses premières actions comportent de très graves menaces, notamment pour les services publics, en matière de fiscalité et de protection sociale, et ses projets en direction des entreprises entraînent vers toujours plus de précarité, plus de concurrence entre jeunes et moins jeunes, entre chômeurs et salariés...

Faut-il pour autant baisser les bras ? Les luttes sociales qui semblent se développer dans une certaine unité suffiront-elles pour résister aux projets actuels ? Il est clair que ce que nous avons dit sur la nécessité du débat et du combat politiques demeure : le "troisième tour social" ne sera efficace que s'il est accompagné de bons résultats de la gauche aux élections municipales. Chaque mairie conquise par la droite, c'est un pôle de résistance sociale, de solidarité qui tombe. Si la décentralisation a conféré aux maires beaucoup plus de responsabilités sans leur donner les moyens de réalisation correspondant, leur rôle politique et social s'est accru. C'est au niveau de la commune que l'on peut concrètement montrer le lien entre orientations politiques et effets économiques et sociaux, en partant de la dure réalité que vivent les gens.

Plus il y aura donc d'équipes de gauche élues au service de la citoyenneté, de la gestion transparente du bien commun, de la solidarité vis-à-vis des plus faibles et des jeunes, plus il y aura de chance de refaire grandir l'espoir pour une véritable politique de gauche.

Le "Pacte unitaire pour le progrès", proposé aux citoyens par le Parti Communiste Français, s'est directement inspiré de la gestion communale au plus près des gens. De bons résultats aux élections seraient de bon augure pour le succès de sa mise en oeuvre. □

RECOMPOSITION A GAUCHE: LA ROSE... OU LE POING?

par Robert Duguet

La candidature de Jospin a-t-elle marqué "une rupture tranquille avec le mitterrandisme": c'est du moins ainsi qu'elle a été justifiée par ses lieutenants afin de solliciter le vote utile dès le premier tour. Sur la forme de la campagne, sur la façon dont le candidat s'est présenté aux français, on peut sans doute en discuter longuement et sans nul doute inutilement: après quatorze ans de "gérance loyale du capitalisme"(L.Blum), il intéressera assez peu les hommes et les femmes qui veulent construire une perspective de rupture de savoir si Jospin et Mitterrand envisagent la question de cette "gérance loyale" différemment. Maintenant sur le contenu de la politique défendue affirmer n'est pas démontrer: .

Prenons des choses concrètes; Jospin a, dans de nombreuses prises de position publiques ou meetings pleinement revendiqué son action au ministère de l'Education. Jospin c'est une loi-cadre qui continue sur la logique des lois antilaïques Debré-Guermeur et le financement des écoles privées confessionnelles; Jospin c'est la création des IUFM (Instituts Universitaires de Formation des Maîtres), machines à décerveler l'enseignement public, dénoncées comme telles aujourd'hui par d'éminents intellectuels ou responsables universitaires: les jeunes enseignants reçoivent une formation dans le domaine du savoir-faire pédagogique, ou psycho-pédagogique dispensé comme séparé du champ de la transmission des connaissances: on verra ainsi des étudiants titulaires d'un DEUG de psychologie investis des pouvoirs d'enseigner la littérature en lycée... Jospin c'est l'acte éminemment courageux par lequel ce dernier a renvoyé l'affaire des foulards de Creil (port du foulard islamique dans les établissements publics) devant le Conseil d'Etat: ce sont désormais les chefs d'établissement qui doivent se débrouiller devant ce type de situation. C'est sous Jospin qu'ont eu lieu les négociations qui ont abouti au protocole d'accord Lang-Cloupet, les accords de financement pour la construction partiellement sur fonds publics d'une cathédrale dans la ville nouvelle d'Evry: je n'ai pas vu le cher Lionel lever le petit doigt contre ces forfaits contre la loi de séparation des Eglises et de l'Etat. C'est Jospin qui a proposé des mesures d'intégration des Adjointes d'Enseignement (cadre de personnels titulaires intermédiaires) dans le corps des professeurs certifiés, sans reconstitution de carrière, ce qui est contraire à toutes les traditions de la fonction publique, lorsqu'il y a promotion. Alors, rupture avec le mitterrandisme? Où, puisque cet héritage est revendiqué?

Lionel Jospin a conduit une campagne électorale sans doute efficace du point de vue de la couche politique dont il assume les intérêts de survivance dans les institutions de la République: globalement Jospin évite au PS une déroute du type de 1993. A-t-il permis l'embryon d'une recomposition utile pour le salariat? C'est la question à éclairer. Que l'appareil du PS totalement verrouillé par les équilibres issus du congrès de Rennes n'ait pas permis la désignation d'un candidat à la présidentielle par les voies normales, qu'il ait fallu taper du pied dans la fourmillière ne suffit pas à .../...

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom _____ Adresse n° _____ rue _____

Prénom _____ Ville _____

Code postal _____

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

Les élections municipales et régionales viennent d'avoir lieu en Espagne :

- La droite remporte ces élections avec 36% et obtient 24.700 conseillers municipaux.

- Le PSOE obtient 30% des voix et 21.175 élus. En 1991, il obtenait 39% des suffrages.

- IU (Gauche Unie) devient le troisième parti d'Espagne avec 12% des suffrages et 3.500 élus. En 1991 il obtenait 8% des suffrages.

Gauche Unie est une coalition regroupant le Parti Communiste, les Verts, des socialistes en rupture avec le PSOE et des personnalités indépendantes; cette formation ne présentait pas de candidats partout.

Il est intéressant de relever le commentaire de José Fort dans l'Humanité "L'événement essentiel pour l'avenir demeure la progression de Gauche Unie (IU). Le projet de bipartisme caressé par la droite et le Parti Socialiste est brisé. Quant aux tentatives de débauchage des électeurs d'IU elles n'ont pas eu les effets escomptés par la direction du PSOE. Gauche Unie s'affirme comme la troisième et incontournable force politique du pays. A gauche, désormais, il ne sera pas possible de construire une alternative politique sans compter sur cette coalition dynamique et force de proposition."

A la suite de ces commentaires, la question que l'on peut se poser, (lorsque

l'on analyse et que l'on constate la similitude des situations politiques en France et en Espagne même si l'on affirme qu'il ne peut y avoir de "modèle") serait : pourquoi ce qui est bon pour les salariés et travailleurs espagnols ne le serait-il pas pour les salariés et travailleurs de France ?...

Après les 47% de Lionel Jospin à l'élection présidentielle, le PS ne caresse-t'il pas non plus un projet de bipartisme; (la social démocratie en alternance avec la droite) ?

Un projet de rassemblement de la Gauche anti libérale ne pourrait-il pas être également à l'ordre du jour dans notre pays afin de rompre cette volonté hégémonique du PS ? □

LA DEUXIEME GAUCHE ACCUSE...

par Bernard Fischer

L'élection de Chirac comme président de la république, c'est la fin provisoire d'une longue série de défaites électorales de la gauche, nous avons un président de la république de droite et une majorité de droite à l'assemblée nationale, au Sénat, dans les conseils régionaux, dans les conseils généraux et dans les conseils municipaux.

Quelques jours après l'élection de Chirac, avant la passation des pouvoirs, Jospin, Mauroy, Delors, Aubry et la deuxième gauche lancent l'offensive à l'intérieur du parti socialiste contre la direction du parti socialiste, à leurs yeux, responsable de la défaite.

Mitterrand bloquait tout en matière de politique internationale. La position de Mitterrand représentait dans toute la situation internationale la position la plus négative. Pour Mitterrand, la Tchétchénie était une affaire intérieure russe. Il participait à la guerre du Golfe, il envoyait des soldats français en Irak, il prenait position pour la prolongation de l'embargo contre l'Irak.

Il soutenait les éradicateurs en Algérie. Il soutenait le processus de paix en Palestine et le bantoustan de Gaza, dans cette folle tentative de provocation d'affrontements inter palestiniens.

En 1995, Jospin est l'héritier de Mitterrand. Sa principale proposition de politique intérieure institutionnelle, c'est le quinquennat! Le 2-mai, dans le débat à la télévision entre Chirac et Jospin, Chirac ne relèvera même pas, et pour cause, la contradiction.

En matière de politique sociale, on relèvera le lapsus de Jospin au cours du même débat entre Chirac et lui-même le 2 mai à la télévision.

Jospin commence une argumentation contre le CIP. Le CIP, c'est la politique de Balladur et pas celle de Chirac. Jospin y pense dans le cours de son argumentation. La chute finale sera un cruel symbole de la politique sociale de la gauche française. Jospin explique aux téléspectateurs la chose suivante, quand Balladur proposait et décidait le CIP, il reprenait tout simplement à son compte un projet de Martine Aubry!

Le bilan politico social de la gauche au pouvoir, c'est d'abord deux fois 2 ans de cohabitation, de 1986 à 1988 et de 1993 à 1995, pendant lesquels un gouvernement de droite fait une politique de droite, pendant 14 ans, c'est une politique libérale contre les droits constitutionnels et sociaux, le droit à l'emploi, le droit au logement. □

INFOS - INFOS - INFOS - INFOS

Samedi 10 juin de 14h30 à 18h30 AGECA 177 rue de Charonne, Paris 75011

4 heures pour TUZLA et la BOSNIE

à l'appel du Secours Ouvrier pour la Bosnie
Exposition de photos, dessins d'enfants, vidéos
Tables rondes :

- 'Quel avenir pour les Balkans?'
- 'L'ONU et le gouvernement français'

Nicaragua aujourd'hui

Samedi 14 juin, de 16h à minuit, débat puis fête sur le thème de

**l'Amérique Centrale, le Mexique
et les Caraïbes.**

94 rue Jean-Pierre Timbaud, Paris 75011
Métro Couronnes

INFOS - INFOS - INFOS - INFOS

Si tu n'as pas payé ta participation ou si tu ne l'acquittes pas de ton abonnement avant la parution du prochain numéro, ce bulletin pourrait bien être le dernier...

Merci d'y penser avant les vacances...

La Rédaction.

UNE NOUVELLE ÈRE !

par Cyrille-Robert Broux

Nous voilà donc avec Jacques Chirac, président de la république pour 7 ans ! Cette issue des élections présidentielles ne fut guère surprenante. Toutefois, c'était bien la première fois qu'au soir d'une élection chaque candidat pouvait légitimement crier victoire. Pour Jacques Chirac cela allait de soi; mais Lionel Jospin pouvait et peut également être satisfait d'avoir démontré que la gauche pouvait se rassembler et envisager de gagner; et ça, c'est une éclatante victoire !

Las ! Une certaine logique l'a emporté et, selon maints commentateurs, une nouvelle ère commencerait.

Sur la forme, ce septennat ouvre sans nul doute une ère nouvelle. En premier lieu, le successeur, quel qu'il soit, d'un homme ayant occupé pendant 14 ans la fonction présidentielle, ne peut apporter que du changement dans l'exercice de ce pouvoir. Ensuite, la personnalité des deux hommes, qui se sont passé les pouvoirs le 17 mai dernier, est très différente : du sphinx Mitterrand nous passons au cheveu-léger Chirac. Enfin et surtout leur passé et leur formation : le départ de François Mitterrand marque la sortie des sphères du (des) pouvoir(s) de ces hommes qui ont commencé à agir lors de la seconde guerre mondiale. Jacques Chirac, quant à lui, est issu d'une formation aujourd'hui très classique : l'ENA. A cet égard, la forme si policée du débat Chirac/Jospin a trouvé très certainement sa source dans ce moule commun dont étaient issus les candidats.

L'ENA est, d'ailleurs, la grande gagnante de ces élections, si une nouvelle ère doit être, cela pourrait être la sienne. Elle démontre qu'elle a su remplir sa mission au-delà de tout espoir en formant les hommes et les femmes de tous les pouvoirs de la République. Les administrations, les entreprises, les partis

politiques de toutes tendances à l'exception (peut-être) des Verts et du PCF, ont leurs principaux dirigeants issus de cette nouvelle caste. Les présidentielles de 1995 avec deux énarques "en finale" ont apporté la consécration suprême de cette école. Le style de l'exercice du pouvoir va en être modifié, certes, mais cela sera-t'il sans effet sur la démocratie ?

Mais le style ne fait pas une politique dans une société

confrontée à une crise sociale très profonde. Aussi, sur le fond, la nouvelle ère apparaît moins évidente. Le premier gouvernement RPR de J. Chirac succède à un gouvernement RPR duquel sortent ses principaux ministres, dont le premier d'entre eux. Ce dernier devra appliquer les "engagements" du candidat Chirac qui furent multiples, et dont la cohérence était pour le moins sujette à caution. Les premières prises de positions officielles, dont le discours du Premier ministre, semblent, d'ailleurs, empreintes d'un certain classicisme; dans les qualificatifs : mobilisation générale, rigueur, simplicité, ... ; dans le style catalogue : une litanie de mesures bonnes ou mauvaises mais sans financement prévu ... et ... dans les attermoissements : référendum ou pas ! L'avenir nous apprendra si nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère ou dans la terrible continuité.

Quoi qu'il en soit, un changement notable est d'ores et déjà à souligner.

Quand la gauche est arrivée au pouvoir en 1981, les commentaires au sein même du PS étaient qu'il fallait être prudent dans la politique gouvernementale car le pays était à droite ! Aujourd'hui force est de constater que J. Chirac a largement fait campagne sur des valeurs de gauche, en appelant à la justice sociale, à la lutte contre l'exclusion, ... Alors révélation ! grâce à l'élection d'un président de droite on sait enfin que la France peut être de Gauche ! C'est cela en fait la nouvelle ère !



RECOMPOSITION A GAUCHE: LA ROSE... OU LE POING?

suite

faire une campagne à gauche du PS, en tirant clairement le bilan de la politique passée. Outre les appétits de pouvoir qui habitent les uns et les autres, entre Fabius, Rocard et Jospin, je discerne dans les prises de position prises, tant sur les problèmes nationaux que sur l'Europe, davantage une volonté de tracer un cadre de représentation politique à la Delors, une démocratie chrétienne de "gauche", version européenne du parti démocrate américain. Est-ce notre tasse de thé ?

Un comique français de grand talent, Guy Bedos avait ce bon mot: "Mitterrand est un type honnête, il rend le PS dans le même état où il l'a pris en arrivant!" Mitterrand n'est bien sûr pas responsable

de la crise actuelle, en revanche il porte celle d'avoir, en cassant le PS, cassé une génération militante. On ne va pas dire merci! Surtout nous avons toutes les bonnes raisons de ne pas soutenir les candidats à la récidive. D'autant que l'état de la société aujourd'hui ne laissera sans doute pas le temps à un tel scénario de se mettre en place: entre une perspective antilibérale ou anticapitaliste appuyée sur le mouvement social et les risques d'aventures et de dérapages antiparlimentaires exprimés par le résultat du Front National par exemple, la vie politique à venir va rétrécir considérablement l'espace feutré des salons démocrate-chrétiens. Je pense que l'on commence à voir apparaître dans les cercles militants deux orientations: ceux

qui chargent Jospin d'être l'homme de la recomposition à gauche, c'est un choix stratégique qui se révèle être d'une légèreté tout à fait irresponsable lorsqu'on aborde la question du contenu de la politique, et ceux qui estiment qu'une perspective de rupture doit être maintenue et tracée. On me répondra sans doute qu'aucune organisation politique n'est capable de porter un tel mouvement aujourd'hui. Sans nul doute. Toute la structure politique à gauche est aujourd'hui bloquée: les petits appareils étant encore plus verrouillés que les grands. L'appel d'air, dans ces conditions particulières, viendra du mouvement social, d'un électrochoc qui forcera chacun à se redéfinir. □